interrogation

BULLETIN ŒCUMENIQUE

N° 4 / MAI 1990
PARAIT 8 FOIS PAR AN

L'homme existe, Dieu l'a rencontré!

«Dieu existe, je l'ai rencontré». C'est une phrase terrible. Cela me surprend. Que Dieu existe, la question ne se pose pas! Mais que quelqu'un l'ait rencontré avant moi, ça m'étonne, parce que j'ai eu la chance de rencontrer Dieu juste à un moment où je doutais de lui, dans un petit village de Lozère abandonné des hommes. Il n'y avait plus personne. Et en passant devant la vieille église, poussé par je ne sais quel instinct, j'ai vu une lumière, intense, insoutenable, c'était Dieu! Dieu qui priait!

Je me suis dit: qui prie-t-il? Il ne se prie pas lui-même, pas lui, pas Dieu! Non, il priait l'homme, il me priait moi. Il doutait de moi, comme j'avais douté de lui. Il disait: «Oh! homme, si tu existes, un signe de toi!» J'ai dit: «Mon Dieu, je suis là.» Il m'a dit: «Miracle! Une humaine apparition!» J'ai dit: «Mais mon Dieu, comment pouvez-vous douter de l'homme puisque c'est vous qui l'avez créé?» Il m'a dit: «Oui, mais il y a si longtemps que je n'en ai pas vu dans mon église, je me demandais si cela n'était pas une vue de l'esprit.» J'ai dit: «Vous voilà rassuré mon Dieu.» Il m'a dit: «Oui, je vais pouvoir leur dire là-haut: L'homme existe, je l'ai rencontré!».

Raymond Devos



Liens

1) L'attitude de ce frère pose problème à ses sœurs. Il est agressif, désenchanté. Et sa dernière expérience amoureuse n'est pas faite pour lui remonter le moral, sa compagne l'a quitté parce qu'il ne voulait pas avoir d'enfants et qu'elle en souhaitait.

Les trois sœurs interpellent la mère: «Pourquoi il est si différent de nous?» C'est vrai que les filles de mon amie sont aimables et très gentilles. Elles qui se font une telle joie des réunions chez leurs parents, ne sont pas heureuses si le frère ne vient pas. Mais quand il vient, c'est plutôt la douche froide, il tempête pour tout et n'est content de rien. De toute façon qu'il soit là ou pas, elles pensent souvent à lui, car il n'est pas heureux, et elles voudraient tellement qu'il le soit!

2) Elisabeth est l'épouse d'un ancien buveur. Depuis cinq ans, et après de grandes souffrances et beaucoup de courage, son mari ne boit plus. Mais voilà, l'autre soir Jean n'a plus tenu le coup. Etant resté sobre lors d'un souper d'entreprise, au retour il n'a pas pu résister au désir de voir s'il n'était pas devenu un homme comme les autres. Il s'est arrêté à un bistrot, puis à un autre, à un troisième et il est enfin arrivé chez lui après avoir démoli la voiture et dans un triste état.

Elisabeth me dit: «Il était honteux et humilié. Il avait cru que peut-être il n'était pas un alcoolique et qu'après une cure de cinq ans il pourrait boire un verre et rentrer à la maison comme n'importe qui. Mais il n'a pas pu s'arrêter!». Elle soupire: «Le pire c'était nous! Les deux enfants et moi-même avons totalement décroché de la réalité pendant quelques jours. Ce n'était pas seulement lui qui avait rechuté, c'était tout le groupe. Je ne m'étais pas rendu compte de l'effet que sa maladie avait sur notre famille. Nous étions désemparés après cet échec. Et les pourquoi? et les comment nous nous les posions aussi.»

3) La mort du frère ainé a sonné la fin de cette famille. Son suicide, qu'il annonçait régulièrement a été comme une bombe. Ils n'ont pas compris sa détresse. Ils ont trouvé son désespoir exagéré, si sa femme le trompait, pourquoi ne pas la quitter, enfin?
Et un jour il a enjambé le pont, et il est parti, sans un mot, ni un adieu.



A l'église et après au cimetière, ils n'avaient rien à se dire... rien!

Une grande culpabilité, l'impression d'avoir échoué dans la construction d'une communauté. Il se passera longtemps avant qu'ils essaient de se retrouver en famille, la place que l'absent occupe est trop envahissante dans leurs cœurs.

Trois histoires, trois familles, trois exemples parmi d'autres...

Que la famille soit lieu de joie, ou lieu de chagrin, on sent au fil des ans que les liens qui se tissent au cours de la vie, les fêtes ou les tristesses qu'on partage, sont bien qu'invisibles, très forts.

Je vois une famille comme une construction architecturale. Parfois le lien entre les tuiles et le salon du rez-de-chaussée paraît inexistant, et pourtant un soir de tempête où les tuiles ont été arrachées, une gouttière est née, est arrivée jusqu'au salon, a abîmé la belle moquette. Qu'une fenêtre s'ouvre au premier étage, et le courant arrive à faire claquer la porte des combles.

Même dans les familles où on ne pense pas s'aimer beaucoup... des liens invisibles existent. C'est galvaudé comme phrase, mais j'y crois profondément et j'ai plaisir à le dire «nous sommes tous frères, toutes sœurs». Dans la grande famille des fils de Dieu, nos liens s'appellent solidarité, fraternité, partage. Et que les hommes s'aiment ou qu'ils ne s'aiment pas, qu'ils s'ignorent ou qu'ils travaillent ensemble, ce qui arrive aux uns, finit par retomber sur la tête des autres.

Régina Mustieles

ÇA SE PASSE AUSSI !



Il y avait une vieille dame qui habitait près de chez nous.

Elle donnait souvent un biscuit aux enfants ou elle nous disait bonjour.

Un jour, je me suis arrêtée et nous avons discuté.

Depuis ce jour, nous sommes devenues amies.

J'allais chez elle pour l'aider de temps en temps.

Quand elle avait besoin de quelque chose, elle mettait un mouchoir blanc et je comprenais que je devais descendre chez elle.

L'autre jour, déjà à 9 heures du matin, j'ai vu le mouchoir blanc.

Je suis descendue et elle était étendue par terre.

Heureusement qu'il y avait cette histoire de mouchoir.

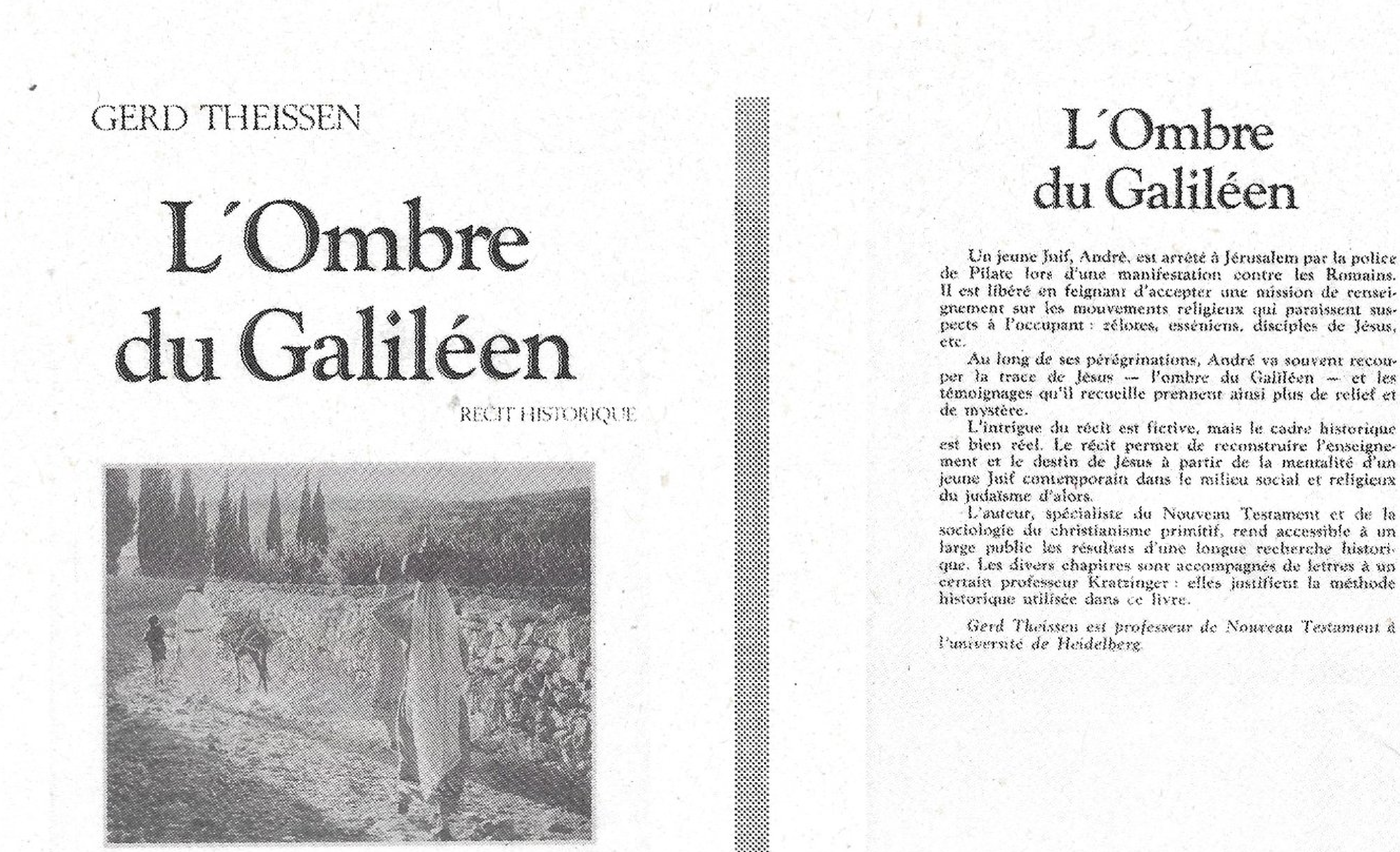
J'ai pu appeler sa famille et ils l'ont emmenée à l'hôpital.

Il faut que je trouve l'adresse pour aller la trouver.

Anna-Maria

Lu dans «*coude à coude*», journal des familles du Quart Monde Renens





GERD THEISSEN

L'Ombre du Galiléen

RÉCIT HISTORIQUE

cerf

L'Ombre du Galiléen

Un jeune Juif, André, est arrêté à Jérusalem par la police de Pilate lors d'une manifestation contre les Romains. Il est libéré en feignant d'accepter une mission de renseignement sur les mouvements religieux qui paraissent suspects à l'occupant : zélotes, esséniens, disciples de Jésus, etc.

Au long de ses pérégrinations, André va souvent recouper la trace de Jésus — l'ombre du Galiléen — et les témoignages qu'il recueille prennent ainsi plus de relief et de mystère.

L'intrigue du récit est fictive, mais le cadre historique est bien réel. Le récit permet de reconstruire l'enseignement et le destin de Jésus à partir de la mentalité d'un jeune Juif contemporain dans le milieu social et religieux du judaïsme d'alors.

L'auteur, spécialiste du Nouveau Testament et de la sociologie du christianisme primitif, rend accessible à un large public les résultats d'une longue recherche historique. Les divers chapitres sont accompagnés de lettres à un certain professeur Kratzinger : elles justifient la méthode historique utilisée dans ce livre.

Gerd Theissen est professeur de Nouveau Testament à l'université de Heidelberg.

Prix : 120 F

ISBN 2-204-02850-9
ISSN en cours

9 782204 028509

Gerd Theissen est professeur de Nouveau Testament à l'Université d'Heidelberg.

Son roman historique, ou histoire romancée «L'ombre du Galiléen», nous tient en haleine du début jusqu'à la fin.

L'histoire se déroule pendant l'occupation romaine à l'époque de Jésus. Un juif, André, se trouve obligé, pour sauver sa vie, de devenir «collaborateur» des occupants romains qui veulent comprendre les différents mouvements de résistance qui se développent dans le pays. André effectue donc, au gré de ses voyages de commerce, une enquête sur les esséniens, les zélotes, les sadducéens et les pharisiens. Comme il ne veut pas trahir, il s'arrange pour ne dire que ce qui peut être vérifié ailleurs, ce qui nous vaut un récit passionnant d'une précision et d'une exactitude historique surprenante.

L'histoire de Jésus se dessine à travers une occupation romaine rendue difficile par un foisonnement de révoltes religieuses, sociales et économiques. André ne rencontrera jamais Jésus personnellement, mais il le découvre à travers les troubles qu'IL provoque dans les familles et amis d'André. C'est par les récits que ses amis font de Jésus qu'André établit un rapport, qu'il édulcore au mieux, car il a de la sympathie pour cet «idéaliste», à qui il ne veut surtout pas nuire!

Malheureusement, il ne peut pas sauver Jésus. Les derniers chapitres du livre nous le présentent commentant et essayant de comprendre avec le «policier» romain Métilius ce qui s'est passé lors de l'affaire du Galiléen.

L'auteur nous présente le texte avec des références en bas de page qui authentifient l'exactitude des détails historiques et ses sources d'information. Travail d'historien méthodique et sérieux.

Chaque chapitre est suivi d'une lettre envoyée à un éditeur imaginaire, pour expliquer et prévenir ses objections sur sa façon de travailler. Ce qui lui permet de nous livrer ses réflexions d'homme du XXe siècle sur Jésus. Il n'est pas très éloigné d'André le juif!

A lire!

Régina Mustieles

Aux Nations unies

Le Monde, 22 mars 1990

L'affrontement entre pays du Nord et du Sud s'est durci au sein de la Commission des droits de l'homme

La quarante-sixième session de la Commission des droits de l'homme, qui a récemment terminé ses travaux, restera avant tout comme celle où cette institution des Nations unies, chargée de promouvoir la cause des droits et libertés, a refusé de se prononcer sur les deux cas de violations les plus flagrants (Chine et Irak) soumis à son jugement. Celle, aussi, où les Etats-Unis, condamnés pour leur intervention au Panama, auront réussi à épingler Cuba ; où l'Iran aura bénéficié d'un rapport mitigé et où l'URSS et les pays de l'Est auront pratiquement quitté le banc des accusés pour celui des procureurs (*le Monde* du 9 mars).

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Une polarisation se confirme, dont les avatars chinois et irakiens sont à la fois la cause et les effets. Ce phénomène, s'il perdure, risque fort de bloquer les principaux mécanismes de la Commission des droits de l'homme, et d'en faire le champ clos d'affrontements manichéens, comme aux plus beaux jours de la guerre froide. Mais cette fois s'opposent un Nord regroupant l'Ouest et l'Est autour de valeurs communes et un Sud disparate devenu soudain orphelin de l'Est.

Les pays du Sud étaient arrivés à Genève *« sur la défensive »*, car le tournant historique pris dans les pays de l'Est remettait brutalement en question la solidarité quasi automatique de ces derniers en leur faveur.

Bataille de procédure

Pis : la Pologne et la Tchécoslovaquie coparrainaient cette année la résolution américaine contre Cuba, et Moscou entonna à son tour le credo des droits de l'homme. Le tiers-monde a compris qu'il allait devenir la cible privilégiée des critiques du « Grand Nord » (1). Déjà l'Irak, Cuba, l'Iran et la Chine, pourtant l'un des cinq grands, étaient traînés au banc des accusés. Demain, à qui le tour ?

Les groupes régionaux, déjà très solidaires, ont alors resserré les rangs. D'autant que ces bouleversements venaient s'ajouter à des griefs anciens : domination de la Commission par l'Occident, conception restrictive des droits de l'homme, etc.

La contre-offensive a été lancée sur le terrain de la procédure, avec pour cheval de bataille une demande de rééquilibrage de la Commission en faveur du Sud, nettement sous-représenté (2). Pour éviter une *« dérive quantitative »*, les Occidentaux ont proposé, en contrepartie, de renforcer l'efficacité de la Commission en matière de droits de l'homme.

A Genève, sous la conduite d'un trio dur (Inde, Pakistan, Cuba), les pays du Sud ont refusé cette proposition. *« Pour eux le couplage élargissement-efficacité était inacceptable »*, indique-t-on de source proche de la Commission. Pour la première fois dans cette enceinte, ces pays ont choisi de siéger en tant que groupe des non-alignés. Les réactions de solidarité régionale en furent renforcées. Les modérés (Yougoslavie, Egypte, Argentine, Sénégal) n'ont pas pu, ou pas voulu, infléchir le cours des choses.

Cette logique de bloc, tout en souffrant des exceptions, particulièrement lors du vote sur Cuba, a joué comme jamais en faveur de pays coupables de graves violations. En outre, elle s'est traduite par des propositions de réformes particulièrement négatives visant au renforcement – si l'on ose dire – des moyens de la Commission.

Dans un projet de résolution (dont l'adoption a été renvoyée à l'an prochain), les pays du tiers-monde demandent : une redéfinition du mandat des rapporteurs spéciaux pour certaines questions ; une restriction du pouvoir des experts de la sous-commission ; une limitation du rôle des organisations non gouvernementales (ONG) ; un recours plus systématique à la procédure confidentielle. Pour les ONG, l'heure est d'autant plus grave qu'elles sont déjà dans le collimateur. Or ce sont elles, et non les gouvernements, qui révèlent la quasi-totalité des violations des droits de l'homme devant la Commission.

Pour M. Adrien Zoller, directeur du Service international pour les droits de l'homme, *« les propositions des pays du Sud constituent un véritable jeu de massacre. Elles reviendraient à affaiblir la plupart des mécanismes mis en place par la Commission pour contrôler le respect des droits de l'homme dans le monde. »*

Selon M. Adama Dieng, secrétaire exécutif de la Commission internationale des juristes, *« les Occidentaux se sont piégés eux-mêmes au jeu de la politisation des droits de l'homme. Eux aussi votent en bloc. »* Pour son collègue Reed Brody, les Etats-Unis ont abusé d'une approche « qui date des années 50 ». Il en veut pour preuve la débauche de moyens mis en œuvre par les Américains pour faire condamner Cuba contrastant avec le peu d'efforts déployés pour faire condamner les crimes de la Chine, de l'Irak et de bien d'autres pays. Ce qui, selon M. Brody, donne l'impression que Washington utilise en matière de droits de l'homme deux poids et deux mesures. *« Les Etats-Unis prennent les bonnes positions, mais souvent ils ne poussent pas les autres à les prendre »*, estime-t-il.

La « bonne cause » a subi un revers

Du côté de la Commission et des délégations occidentales, la déception et l'inquiétude sont perceptibles, mais on évite de dramatiser. Tout, dit-on, n'a pas été négatif dans cette 46e session : la *« bonne cause »* a subi un revers mais pas perdu la bataille ; le bloc des non-alignés n'est pas monolithique ; les droits de l'homme sont une réalité désormais impossible à ignorer. On admet que la plupart des textes critiques (sur Cuba, l'Iran, la Birmanie, le Guatemala, etc.) n'ont pu passer qu'après avoir été édulcorés. Mais ces demi-échecs sont aussi des demi-victoires.

La Chine, qui avait, paraît-il, envoyé *« quarante diplomates de haut rang »*, aurait eu recours à toutes sortes de promesses, pressions et menaces pour éviter le vote d'une résolution. La rumeur de Genève veut qu'à la veille du scrutin le délégué d'un petit Etat africain ait reçu dans sa chambre d'hôtel la visite inopinée, mais décisive, d'une dizaine de diplomates de Pékin. Le lendemain, la résolution était enterrée grâce à deux petites voix d'écart.

En outre, estime-t-on, l'absence de résolution sur l'Irak n'a pu que conforter le régime de Bagdad dans sa *« politique systématique de mépris des droits de l'homme »*. Le renforcement numérique, qui pourrait intervenir en mai prochain, devrait modifier notablement le rapport des forces au sein de la Commission, et amener *« sans doute un durcissement »* entre le Nord et le Sud.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

(1) Les cibles ne manquent pas : selon Amnesty, plus d'une centaine de pays violent régulièrement les droits de l'homme.

(2) Sur 43 membres, les Occidentaux et les pays de l'Est en comptent plus du tiers. Seuls 10 pays africains sur plus de 40 sont représentés. Le Sud devrait obtenir bientôt dix sièges supplémentaires.

NICARAGUA

Bulletin Agencia Nueva Nicaragua, no 197, 5 avril 1990

Accords FSLN-UNO sur la passation des pouvoirs

Repris de *Barricada*

ACCORDS DE BASE POUR LA PASSATION DES POUVOIRS

1/L'exécution des accords de Toncontín (voir bulletin précédent) pour la démobilisation des forces de la résistance avant le 25 avril constitue un élément essentiel pour parvenir au climat de paix, de stabilité et de tranquillité dans lequel doit se réaliser la passation des pouvoirs.

2/Les forces de défense et les forces de l'ordre sont soumises au pouvoir civil du président de la république, conformément à la constitution et à la loi. Leur dimension et leurs caractéristiques seront revues en fonction de la capacité économique et des nécessités sociales du pays et conformément aux accords de Contadora et des présidents centraméricains. Les forces armées auront un caractère professionnel et n'appartiendront à aucun parti. Leurs membres actifs ne pourront avoir de postes de direction dans des partis politiques. La propagande politique au sein des forces armées sera soumise à la loi électorale en vigueur. Le respect de l'intégrité et des normes de fonctionnement de l'EPS *(Armée populaire sandiniste, NDLT)* et des forces de l'ordre, de leurs grades, échelons et cadres, en accord avec la constitution et les lois, constituent une base fondamentale de la passation ordonnée du pouvoir.

3/L'intégrité et l'indépendance des pouvoirs de l'Etat doivent être renforcés, dans le cadre d'une correcte application de la constitution et de la loi, cela représentant une partie essentielle du processus de consolidation démocratique.

4/Il est nécessaire de procurer tranquillité et sécurité juridique aux familles qui ont bénéficié de propriétés urbaines et rurales en vertu des assignations décrétées par l'Etat avant le 25 février, en harmonie avec les droits légitimes et légaux des Nicaraguayens affectés dans leur propriété. En accord avec la loi, des formes de compensation seront appliquées à ceux qui seraient lésés.

5/La passation ordonnée du pouvoir exécutif doit se réaliser dans le cadre d'une sécurité et confiance mutuelles, sans esprit de revanche, de représailles et de vengeance, et dans le respect de l'intégrité physique et morale de tous. Les deux équipes appuient les initiatives des pouvoirs publics visant à créer un climat de réconciliation nationale et d'amnistie au bénéfice de la famille nicaraguayenne et estiment nécessaire d'assurer que les armes et le matériel de combat se trouve uniquement aux mains des institutions armées de la république.

Tous les groupements et organisations syndicales et communales qui existent jouiront des garanties prévues par la constitution et les lois. Les monuments dédiés aux héros et martyrs tombés dans la lutte contre le somozisme et pour la défense de la patrie seront respectés.

6/Le maintien à leurs postes de travail des fonctionnaires et employés du gouvernement est garanti, sur la base de leur efficacité, de leur honnêteté administrative et de leurs années de service.

7/Les efforts pour obtenir des financements internationaux doivent être redoublés durant cette étape de transition, au bénéfice de la stabilité et de la croissance de l'économie".



La Liberté, 26 avril 1990

Passation des pouvoirs au Nicaragua
La réconciliation

Ce que beaucoup croyaient exclu il y a deux mois encore, à la veille de la victoire surprenante de l'opposition lors des élections du 25 février, est devenu réalité hier peu avant midi heure locale: le commandant de la révolution Daniel Ortega, chef d'Etat sortant, a passé l'écharpe présidentielle sur les épaules de Mme Violeta Barrios de Chamorro, dans un stade archicomble du centre de Managua.

La directrice du quotidien antisandiniste «La Prensa» reçoit ainsi pour 6 ans la tâche difficile de gouverner un pays qui n'est pas encore vraiment sorti de la guerre civile, déclenchée il y a près de 10 ans avec l'appui décisif du Gouvernement Reagan.

«Les Yankees font pression contre le respect des accords de paix», titrait hier en première page le quotidien du Front sandiniste de libération nationale, évoquant la possibilité d'un refus de la Contra de désarmer avant le 10 juin, sous l'influence de certains hauts responsables américains.

Avec les 41% de voix recueillies le 25 février (contre 55% à Mme Barrios de Chamorro), le SSLN reste la première force politique du Nicaragua: Daniel Ortega l'a rappelé une fois encore hier dans son ultime discours de président.

Loin d'exciter les divisions existantes, cristallisées pendant les années de guerre et de pénuries qu'il espère ne plus revoir à l'avenir dans son pays, le président Ortega a invité tous les Nicaraguayens à construire une nation «où il n'y ait plus de contras dressés contre d'autres frères nicaraguayens».

Aux cris d'une partie de l'assistance, qui réclamait l'expulsion du vice-président Quayle de la tribune d'honneur, Daniel Ortega répliqua immédiatement que la voie de la paix passe par la raison et le dialogue, attitude qu'il relia à l'engagement chrétien de l'ensemble de son peuple.

La journée d'hier, suivie par la quasi-unanimité des 3,5 millions de Nicaraguayens à la télévision ou à la radio, laissera un sentiment impérissable en particulier aux 25 000 personnes massées dans le stade.

En plein soleil depuis 7 ou 8 heures du matin, le public s'était réparti avec une parfaite discipline d'un côté et de l'autre du terrain ovale: face aux partisans de l'UNO (Union nationale d'opposition, victorieuse derrière la candidate aujourd'hui présidente), tous munis de drapeaux nicaraguayens bleus et blancs, les sandinistes et leurs foulards rouges et noirs semblaient défendre l'équipe locale.

Avec leurs slogans et leurs calicots enthousiastes, beaucoup d'entre eux démontrèrent une certaine fierté: celle d'avoir presque transformé leur défaite électorale du 25 avril en une victoire de la démocratie.

Action suisse

A l'heure de la solennelle passation des pouvoirs vécue hier par les Nicaraguayens, les divisions réelles et profondes, qu'il s'agira d'affronter dès aujourd'hui, ont été pendant quelques heures mises au ban de la nation.

D'une autre manière que lui, mais dans un esprit visiblement convergent, la présidente Violeta Barrios de Chamorro a elle aussi appelé tous les Nicaraguayens à travailler ensemble à la reconstruction de leur pays, «pour que jamais plus ne prédomine la voix du canon».

Les divers mouvements suisses de solidarité envers le Nicaragua envisagent la poursuite de leur action dans ce pays, en dépit de la victoire de la candidate de l'Union nationale de l'opposition, Mme Violeta Barrios de Chamorro. Les responsables des mouvements de solidarité ont également estimé, hier à Berne, qu'ils allaient au-devant de difficultés dans l'accomplissement de leur tâche. J.S./(ATS)

Préface

Voici un troisième document Kairos. Cette fois-ci, il est signe par des chretiens de sept pays différents, apres un travail et un dialogue de plus de deux ans. El Salvador, Guatemala, Coree du Sud, Namibie, Nicaragua, Philippines et Afrique du Sud: des chrétiens de trois continents, des situations ecclésiastiques et politiques très différentes, mais un même souci de clarifier la portee de l'Evangile dans des sociétes marquées par la pauvreté économique et par l'oppression politique.

On se souvient des deux documents Kairos précedents: le premier, redige et signe en septembre 1985 par plus de 150 responsables ecclesiastiques sud-africains de toutes denominations, un commentaire theologique de la crise politique en Afrique du Sud; le second, redigé et signé au Nicaragua en avril 1988 par plus de 100 pasteurs et theologiens centro-americains, une dénonciation des theologies qui soutiennent et sacralisent les pouvoirs oppresseurs.

Le troisième reprend les mêmes analyses et les mêmes themes, mais dans une perspective plus globale, plus universelle. Publie en juillet 1989 à Managua, en espagnol, il a paru en même temps en anglais à Londres (Catholic Institute for International Relations). C'est le texte anglais, signé par des responsables sud-africains, qui a servi de base à la traduction que voici.

Le chemin de Damas

Kairos et conversion

Document signé par des chrétiens du Tiers-Monde:
Salvador - Guatemala - Corée - Namibie
Nicaragua - Philippines - Afrique du Sud

Publié par le «*Groupe Eglise*» du *Mouvement Anti-Apartheid Suisse*, Mars 1990

Traduit de l'anglais «The Road to Damascus» Catholic Institute for International Relations (CIIR), Juillet 1989

En vente au Secrétariat du Mouvement Anti-Apartheid,
Case postale 2536, Rte de Ferney 10,
1211 Genève 2,
Tél. 022 / 734 54 82

Prix: frs 5.– francs (réductions possibles pour commandes collectives)



Une fois n'est pas coutume, j'ai envie de parler, pour ce billet, de deux lectures qui m'ont frappé ces temps derniers.

Il y a «voler» et «prendre»...

Dans son livre «La noirceur de Dieu»[1] récemment paru en traduction française, le théologien noir américain James Cone écrit, sur la morale, des pages particulièrement nerveuses. Chez les esclaves, dit-il en substance, le mot «voler» ne servait jamais à désigner le fait de dérober quelque chose à un Blanc. On parlait alors de «prendre». En revanche, dépouiller un autre Noir méritait, lui, le qualificatif de «voler». Et plus loin, James Cone précise «...la définition du comportement chrétien n'appartient pas à l'oppresseur».



Est-ce là un plaidoyer pour l'anarchie? Sûrement pas. La loi de la jungle n'est pas un idéal de société à préconiser car elle consacre, sans recours, la raison du plus fort. N'empêche: cette distinction entre l'action de «voler» et celle de «prendre» est éclairante. Considérez la question de l'endettement. Vous croyez sincèrement que tous les pays du tiers monde sont tenus à restituer les sommes empruntées lorsqu'on sait la façon dont certains prêts ont été consentis? Ne faudrait-il pas commencer à moraliser quelque peu le système des échanges (prix des matières premières, taux d'intérêts) avant de parler du «droit» au remboursement?

Une tâche nécessaire et difficile: l'assainissement de la mémoire?

Passionnant le livre d'Alfred Grosser «Le crime et la mémoire»[2]. On découvre, en parcourant l'histoire de ces dernières décennies, la façon dont a été traité la mémoire dans les pays environnants. La douloureuse clarification qui a été nécessaire à l'Allemagne au lendemain de la guerre tient bien sûr une place importante. Mais il est aussi question de la France et de ses surprenants «trous de mémoire»; concernant autant l'histoire intérieure (La Commune et ses 17000 morts en 1871) que l'histoire coloniale (la guerre d'Algérie notamment). Le risque est grand, dès lors, pour ce pays, de tomber dans l'autoglorification ou, plus grave, de répéter des bavures comme à Nouméa il n'y a pas si longtemps.

Le livre ne parle pas de la Suisse mais il n'est pas interdit de faire des rapprochements. Pour l'enfant que j'étais au sortir de la guerre, il y a eu un réveil brutal lorsque j'ai constaté que mon pays n'avait pas été que le Bon Samaritain qu'on m'avait décrit. Combien de temps m'a-t-il fallu pour reconnaître que ceux qui auront sauvé l'honneur de ma patrie en 1939-1945 sont précisément ceux que le pouvoir d'alors avait condamnés? Je veux parler des Paul Gruninger, ou, encore moins connu, Carl Lutz qui ont évité à des milliers de Juifs «la solution finale».

Je ne demande le jugement de personne. Simplement, je crois qu'un acte de repentance aurait évité de laisser carte blanche à ceux qui, dans les allées du pouvoir, avaient réussi alors à «tirer leur épingle du jeu». L'argent sale qui éclabousse notre pays aujourd'hui, ne trouvez-vous pas qu'il a quelque ressemblance avec l'augmentation de nos réserves d'or durant la guerre?

Reconnaître ses torts pour s'en libérer: cela vaut pour les particuliers comme pour les institutions. Une leçon de l'histoire que ne contredit pas la Parole de Dieu.

André Fol

---

[1] La Noirceur de Dieu, James Cone, Labor et Fides

[2] Le crime et la mémoire, Alfred Grosser, Flammarion.

Argentine:

la détermination des indiens Mapuche

Partant de Neuquén, capitale de la Province du même nom, une route goudronnée laisse subitement derrière elle les vastes plantations d'arbres fruitiers qui caractérisent la région des fleuves Limay, Neuquén et Rio Negro; quasi rectiligne, elle coupe un paysage aride, caillouteux, broussailleux, dont le léger vallonnement donne bien plus l'illusion d'amples et tranquilles vagues qui vont mourir là-bas du côté de l'infini: c'est le désert patagonique. Avant et après Cutral-Co, la ville née avec la découverte des gisements de pétrole, le mouvement régulier et sans repos des engins de forage disséminés un peu partout se révèle la seule distraction d'une monotonie qui prétendait s'imposer. Ces infatigables carcasses métalliques témoignent de la présence d'une des grandes richesses de la Patagonie: l'or noir. Après un voyage d'un peu plus de 2 heures, les hauts sommets ferment enfin l'horizon et bientôt la route atteint Zapala. Commencent alors les chemins tortueux et caillouteux qui mènent peu à peu à l'intérieur de la Cordillère. Ils sont connus loin à la ronde, une partie d'entre eux du moins tels ceux du «Circuit Pehuen»: la beauté des paysages qu'ils traversent attire en effet d'innombrables touristes et sont inclus dans le «Parc National Lanin». Quelque 200 km. de route depuis Zapala et voici, au cœur de la Cordillère: Aluminé! Grand bourg et chef-lieu de département; de là, un chemin en mauvais état mène malgré tout à Carri- Lil où vivent 2 groupes (»agrupaciones») d'indiens Mapuche [1]: les «Salazar» et les «Aïgo». Comme tous les autres, ils s'adonnent à l'élevage des chèvres et moutons, l'aridité du sol à cet endroit les obligeant à cette seule activité agricole. En effet, après la fameuse «Conquête du désert», les survivants Mapuche ont été tolérés... mais sur les terres les plus arides de la Cordillère, les riches et présomptueux «estancieros» (grands fermiers) se chargeant d'accaparer celles qui se prêtent à la culture!

Exploités, maintenus dans un état de dépendance par les «bolicheros» [2], les Mapuches sont quasi obligés de céder leur production (laine, cuir) à des prix extrêmement bas et de recevoir une partie du paiement en nature: les produits de première nécessité (farine, huile, sucre, sel, etc.) leur sont alors facturés à un prix anormalement élevé par le même «bolichero». Il y a quelques mois, plusieurs habitants de Carri-Lil ont eu l'occasion de contacter d'autres Mapuches vivant dans la Province voisine, Rio Negro, et qui, grâce à un processus d'organisation en coopératives, sortent peu à peu de la dépendance dans laquelle ils étaient maintenus et commencent à se libérer de l'exploitation dont ils étaient victimes. Grâce à ce contact, quelque 25 indigènes des groupes «Salazar» et «Aïgo» ont décidé de tenter aussi l'expérience, c'est-à-dire de s'organiser afin de vendre ensemble leur production de laine. Le 15 février est le jour «J»: des acheteurs potentiels de Zapala ont été contactés et ont confirmé leur présence; ils viendront inspecter la marchandise, proposer leur prix et leurs conditions d'achat.

Ce 15 février...

...l'un après l'autre les indiens arrivent à l'école de Carri-Lil (endroit où est entreposée la laine), la plupart à cheval: don Antonio, cacique (chef) du groupe «Salazar»; don Raimundo, dona Lelia, Ceferino, Eduardo, Hector etc. Tout le monde se réunit; les visages sont tendus car l'heure est grave, décisive: du résultat de cette première expérience dépendra le futur de ce début d'organisation; or, les hésitants à se joindre à l'action ont été nombreux. Les convaincre fut un délicat et long processus (selon la confidence de dona Lelia, membre du groupe «Aïgo» et l'une des promotrices de l'action). L'on se met d'accord, après un moment d'échange, pour fixer à 3500 Australes [3] le prix de vente du kilo de laine, sur la base d'informations toutes fraîches provenant de différentes sources et portant sur les prix pratiqués à ce moment-là dans la région, la Province de Neuquén et celle voisine de Rio Negro. Ensuite une commission de 4 personnes est nommée: elle est chargée de recevoir et accompagner les acheteurs puis de discuter les termes du marché et enfin de le conclure.

Les acheteurs – chemise blanche et «attaché-case» –, dont l'un représente une grande Maison exportatrice de laine, arrivent et se mettent à inspecter le contenu des énormes ballots, sous le regard anxieux des indigènes... La commission et les acheteurs se réunissent. (Pour ma part je vois soudain face-à-face les travailleurs exploités du tiers monde et... le grand capital!). Les Mapuches de Carri-Lil ont osé... mais le défi est de taille! Passent une quinzaine de minutes puis dona Lelia revient vers le reste du groupe qui attend, en silence; son visage est tendu, le sourire a disparu; elle fait part du prix «offert» (?) par les acheteurs: 2100 et 2200 Australes! Surprise et déception... instants de silence encore plus profond puis la décision est prise d'un commun accord: on ne cédera pas la marchandise à ce prix totalement injuste. Dona Lelia repart annoncer que la laine n'est plus à vendre. Une fois les ache-



Réunion des indigènes pour la vente de la laine

teurs partis, nouvelle réunion. De nouveau, un silence pesant s'est installé... Certains paraissent méditer sur les conséquences de la défaite et d'autres la contempler, perplexes. Soudain, don Eduardo (qui a un peu bu, c'est vrai) se lève et déclare: «Je retire ma laine!»... Quelqu'un lui demande: «Qu'en feras-tu, te résigneras-tu à la vendre à nouveau au «bolichero»? (c'est en effet la grande crainte des promoteurs de l'action: qu'en cas de difficulté, chacun ne retire sa laine pour la vendre au «bolichero»); et don Eduardo de répondre tranquillement: «Non. J'en ferai un matelas!... Car si je la vends à ce prix, c'est comme si j'en faisais cadeau... et comme j'ai besoin de matelas...» Cette première réaction, inattendue, détend l'atmosphère et encourage plusieurs à s'exprimer. Après un moment de délibérations, le groupe arrive à la conclusion suivante: en aucun cas la laine ne sera vendue au «bolichero» et tous ceux qui se sont engagés restent solidaires: aucun des participants n'exige le retrait de sa marchandise bien que plusieurs manifestent qu'ils ne pourront attendre plus de 2 ou 3 jours pour vendre leur production car ils arrivent au bout de leurs vivres et ne disposent pas d'argent liquide... Coûte que coûte, disent-ils, il faudra vendre rapidement pour pouvoir manger!

(Cette expérience locale peut, à mon sens, servir d'illustration pour reproduire ce que sont, au niveau international alors, les échanges commerciaux. Le désordre économique est bien établi.)

Le début d'organisation et la détermination de ce groupe d'indiens Mapuche signe sans doute le commencement d'une lutte qui s'avère longue, âpre et difficile. Pour preuve? A peine les acheteurs potentiels eurent-ils quitté Carri-Lil qu'ils s'arrêtèrent chez les deux «bolicheros» du village; évidemment, ils s'étaient entendus sur le prix à offrir, s'assurant par là le monopole de l'achat de la laine dans la région, au prix le plus avantageux pour leurs affaires. Malgré cette lutte d'entrée inégale, les habitants de Carri-Lil se sont mis en marche et sont bien décidés à ne pas flancher. Leur exemple n'est-il pas signe d'espérance?

C'est le cacique des «Salazar», don Antonio, et dona Lelia – intégrante des «Aïgo» – qui ont bien accepté de raconter un peu l'histoire de leurs groupes et expliquer comment ils commencèrent à s'organiser afin de vendre ensemble leur production.

Q.: *Don Antonio, comment et depuis quand le groupe «Salazar» se trouve- t-il à Carri-Lil?*

R.: Mon grand-père vivait au Chili (depuis la fuite de la famille de l'Argentine) d'où il vint pour travailler par ici. Il s'était marié là-bas. Il travailla pour un «estanciero» à «Espinazo del Zorro». Un «estanciero» arriva à l'endroit appelé «Fortin»; il s'appelait Rambeaud. Il ouvrit une «despensa» (petit commerce) et commença à échanger la marchandise contre des animaux. La marchandise arrivait de Neuquén jusqu'à cet endroit. Après avoir acheté tous les animaux, Rambeaud commença à déloger les Mapuches de leurs terres. Il les chassa tous, sauf ceux qui décidèrent de rester (comme «peones» à son service). Mon grand-père fut chassé de «El Espinazo» et demanda à pouvoir s'installer à Carri-Lil où il avait entendu parler de l'existence d'un terrain «fiscal» (sans propriétaire) qu'il sollicita alors. Les «Aïgo» vivaient déjà ici depuis longtemps.

Q.: *Don Antonio, comment s'organisait auparavant la vente de la laine?*

R.: Mon grand-père vendait la laine à Zapala et achetait la farine pour une année (acheteur et vendeur étant le même commerçant), ainsi que d'autres «vicios» («vices»: c'est ainsi que sont désignés les produits de base par les indigènes). En 1910, Modarelli (l'un des «bolichero» arriva à Aluminé et c'est chez lui que s'achetèrent dès lors les produits de première nécessité. C'était plus facile ainsi car aller jusqu'à Zapala signifiait des jours de voyage.

Q.: *Dona Lelia, pouvez-vous expliquer pourquoi et comment vous avez commencé à vendre la laine ensemble?*

R.: Enfant, je me rendais déjà compte de ce qui se passait et en parlais avec ma mère mais elle ne pouvait pas se mettre dans ce problème (en raison du machisme, explique-t-elle). Autrefois on parlait entre nous tous du problème de la vente de la laine mais il y a seulement 3 ans que nous avons commencé à nous rassembler. Autrefois on parlait de ce problème et on prenait une décision mais en fait c'est le cacique qui décidait finalement.

On a prévu un voyage à Rio Negro, à la «Linea Sur» (région de cette Province), avec Irene, et nous avons participé à une grande réunion de coopératives mais où les indigènes de l'endroit se sont organisés pour travailler ainsi. (...) Je ressentis un grande admiration. La réunion, voir comme ils discutent, tout cela fut un impact. Ils se réunissent une fois par mois. Ils sont beaucoup plus avancés que nous. Nous nous sommes rendus compte que, oui, nous pouvions nous organiser. Je ne vacillerai pas; je lutterai jusqu'où Dieu m'aidera. Après cela trois d'entre nous (dona Lelia elle-même et deux hommes) décidèrent de s'organiser. Nous ne ressentîmes pas de crainte à travailler; nous nous sentions bien après avoir assisté à la réunion de Rio Negro.



Dona Lelia. "Agrupacion" Aïgo Carri-Lil, avec ses neveux

Q.: *Lelia, pourriez-vous expliquer quel fut jusqu'à maintenant le système de vente de la laine et achat des produits de base?*

R.: Le «bolichero» passe chercher la laine et il y a beaucoup de monde qui la lui remet directement sans qu'elle soit pesée et sans que le prix soit fixé (parce que le «bolichero» donne n'importe quelle explication comme p.ex. qu'il ne connaît pas le prix en ce moment); après, ils se rendent au magasin (du «bolichero») et c'est là qu'ils apprennent le montant qui leur sera payé. C'est le «bolichero» qui manipule le commerce, pas le producteur!

Q.: *Lelia, pouvez-vous parler de la préparation qui fut nécessaire pour arriver à s'organiser?*

R.: Il y eut une discussion en assemblée et ensuite chacun de nous trois a commencé la visite des familles, maison par maison. Ces visites se réalisèrent les fins de semaine. C'est ainsi que les gens se préparèrent peu à peu (déjà en commençant par unifier certaines techniques lors de la tonte des animaux et de la classification de la laine).

Q.: *Lelia, quelle réflexion vous amena à promouvoir l'organisation des habitants de Carri-Lil?*

R.: C'est qu'il ne faut pas voir seulement les difficultés, mais aussi qu'en s'organisant la communauté grandit peu à peu.



Groupe de femmes Mapuche. Carri-Lil

Il n'y a qu'un village (aux alentours): Aluminé; il est petit et s'enrichit mais avec l'argent des indigènes; nous sommes obligés d'acheter là, de vendre là, de mourir là! Nous sommes opprimés par les commerçants, les «estancieros» et l'armée: par les «estancieros» et l'armée à cause de la terre (possession de vastes et fertiles extensions). Si nous sommes capables de lever les bras et lutter, nous ne pouvons pas rester assis!

Q.: *Lelia, quelle analyse faites-vous de ce qui s'est passé hier (vente de la laine) et comment voyez-vous le futur?*

R.: Nous avons tiré la conclusion suivante: que, dans tout ce que nous ferons, il y aura de bonnes et mauvaises choses. Tout ce qui s'entreprend ne va pas fonctionner ainsi sans autre! Je disais: «Pucha»! Et maintenant, qu'allons-nous faire?...» Mais ensuite je me tranquillisais. Que les gens s'organisent, s'unissent! Cette première action d'ensemble nous permet de commencer pour arriver ensuite à former une coopérative.

Il faut former les gens. Le niveau est bas. Il faut les préparer pour qu'ils prennent courage et luttent malgré la peur de dépasser ce que certains ont dans la tête. Après cela, viendra une autre chose importante: commencer à lutter pour la possession de la terre!

...et don Antonio Salazar, de conclure: «Il faut garder confiance, il faut tenir et c'est tout! Il y a beaucoup de personnes (de celles qui se sont organisées) qui ont peur en ce moment. Il faut les appuyer. Si l'un vacille, ou deux, tout commence à vaciller. Puisque nous sommes dedans il faut continuer avec fermeté, quoi qu'il arrive. (...) Il faut travailler pour plus d'union, commencer avec tous les «pegnis» (frères, en mapuche) et les «gnagna» (sœurs), expliquer comment mieux s'organiser pour être valorisés.

Thérèse Parrat (volontaire FSF)

---

[1] Ceux des indiens Mapuche qui ont échappé au massacre entrepris par l'armée argentine en Patagonie il y a à peine une centaine d'années (et revendiqué avec fierté par l'histoire officielle comme la «Conquête du désert») ont été repoussés jusqu'à l'intérieur de la Cordillère; beaucoup d'entre eux, après avoir tout perdu, se sont à l'époque enfuis au Chili pour revenir plus tard en Argentine. La Province de Neuquén compte 35 «agrupaciones» d'indiens Mapuche.

[2] «Bolichero»: commerçant local qui achète la production des indigènes: laine, cuir, et leur vend – ou échange – les produits de première nécessité.

[3] Austral: monnaie argentine (le 15 février l'état du change était le suivant: 1 US$ = env. 4000 Australes)



Départs

Marie-France SCHMITTER et Edith LEIMGRUBER, de Malleray et Windisch, toutes deux infirmières, rejoignent, le 12 mai 1990, le projet de santé communautaire de la paroisse de Barreirinhas (Maranhao) au Brésil. Elles seront chargées de l'animation et l'éducation aussi bien dans la santé elle-même que les problèmes qui lui sont reliés, comme l'alimentation, l'hygiène, l'eau, etc. Elles accompagneront aussi les groupes déjà constitués, chargés de la question sanitaire, dans le fonctionnement de la paroisse.



Leur adresse:
Paroquia de Barreirinhas,
65590 BARREIRINHAS,
(Maranhao) Brésil

Décès

Christophe BRAHIER, de Lajoux/Jura, le 22 avril 1990, frère d'Agnès BRAHIER, actuellement volontaire à Moundou/Tchad.

LA RENCONTRE DES MEMBRES FSF
L'ASSEMBLEE GENERALE DU MOUVEMENT FSF

se dérouleront les

16 et 17 juin 1990 au BOUVERET

avec le thème de l'attention, des échanges, de l'aide européenne, qui se portent dans les pays de l'Est, au détriment des pays du Sud de notre continent. Quelles attitudes et implications pouvons-nous avoir face à ce nouveau problème?

Vous êtes les bienvenus! Une invitation personnelle vous parviendra par courrier.

Une rencontre des missionnaires en congé avec Mgr Schwery, sera organisée à

CHAMOSON / Valais, le samedi 25 août 1990, de 14h. à 22h.

Les volontaires FSF en congé y sont déjà cordialement invités.



René Gagnaux

Victime de la guerre qui met à feu et à sang le Mozambique depuis une douzaine d'années, René Gagnaux a été tué le 2 mai par des rebelles.

Arrêté alors qu'il se rendait de l'hôpital de Xinavane à celui de Manhiça pour une journée de consultations, il a été abattu à bout portant alors qu'il tentait de s'expliquer avec le chef des attaquants.

Envoyé du Département missionnaire romand, René Gagnaux n'était pas un homme de discours. Il se méfiait des théories et des déclarations. Par ses actes et son courage, il aura été, jusqu'au bout un témoin. Et il aura payé de sa vie son engagement.

En l'assassinant, c'est un signe d'espoir pour des centaines de milliers de Mozambicains qu'on a assassiné.

A.M. Sauter

René.

Te souviens-tu, je t'avais vacciné contre le choléra
Tu m'avais fait ce vaccin
Mais j'avais dû te piquer aussi,
Moi qui n'avais jamais pratiqué ce genre de sport...

Tu avais fait une forte fièvre
Ce qui ne t'avais pas empêché de travailler
Moi, ça avait passé comme ça.

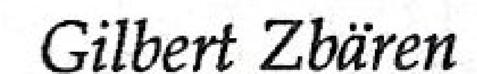
Ce matin en écoutant les nouvelles...
Merde, ça y est, tu t'es fait «canarder».
La destabilisation provoquée par l'Afrique du Sud
Marche bien...
Même, si beaucoup le regrettent maintenant...
Mais ils sont dépassés...
Même le chef des attaquants... dépassé
Par «ses» hommes peut-être même pas en âge de l'être.

Tu as toujours payé de ta personne.
L'être en face à toujours été prioritaire.
Tant que les autres n'allaient pas bien
Tu «chopais» la fièvre,
Et personne ne pouvait te dicter quoi que ce soit...
Ton non-conformisme, les canaux marginaux,
C'était chaque fois pour arriver à tes fins: soigner.
Même ta famille devait comprendre...
Tu avais même imaginé «passer» par-dessus les difficultés
En apprenant à utiliser un ULM... à 60 ans.
Soigner... Soulager... Aimer...
Les plus durs se sont inclinés,
Pour reconnaître le bien fondé de ce que tu faisais...
Comme tu le faisais.
C'est vrai que c'était difficile de comprendre...
Tu allais tellement au bout de tes idées...

Comme je te connaissais, il y a longtemps... la dernière fois,
Nous nous sommes causés, il y a un an, au téléphone.
Ce que j'ai entendu de toi et des autres...
Tu n'es ni politique, ni d'église...
Bien que tu travailles depuis 30 ans
Dans le cadre de l'Eglise Presbytérienne au Mozambique,
Tu es de ces hommes qui sont là pour les hommes
Comme fils de l'homme...
(Non je ne confonds pas... tu ne voudrais pas... ou pour rire...)
Mais tu as emboîté Ses pas sans autre.

En une douzaine d'années
«Ils» ont réussi à destabiliser ce pays,
A entraîner même des enfants dans ces bandes
A tirer les habitants comme des lapins...
Pour lutter contre une puissance qui leur aurait ôté la leur...
Les crocodiles que tu as bravés dans la rivière
Quand ton bateau «hôpital» se prenant l'hélice...
N'était rien... (presque rien).
Mais qui «donne» les armes et les munitions...
(Nous n'en ferons pas un concours... c'est trop facile...)
Qui donne ces munitions qui tuent tous les jours

Qui t'empêchent d'aller au bout de ton souhait:
«J'ai envie de cultiver des Roses loin d'un cimetière»



Gilbert Zbären



La Fête des Mères

Vous avez passé une bonne Fête des Mères ? Oui ? J'en suis fort heureux pour vous.
Mais au fait, savez-vous d'où elle vient, cette fête généralement célébrée parmi les géraniums, les bricolages des bambins et les larmes d'attendrissement ?

La première à en avoir l'idée fut une dame **Julia Ward Howe**, de Boston. Non non, pas une fleuriste. Une pacifiste!

Née en 1819, cette dame était écrivain et poète et militait pour un meilleur traitement des handicapés, des malades mentaux et des criminels.

Epouvantée par les carnages de la Guerre de Sécession (1861–65) d'abord, de la guerre franco-prussienne (1870–71) ensuite, Julia Ward Howe eut l'idée d'un jour où chacun se dédierait à amener la paix dans le monde: «*Pourquoi les mères du monde entier n'interviennent-elles pas dans ces domaines, pour prévenir le gâchis de vies humaines qu'elles seules portent et dont elles connaissent le coût ?*» écrivait-elle.

En septembre 1870 déjà, elle lance un **«Appel à toutes les Femmes du Monde»** proposant un rassemblement international de femmes pour envisager leur rôle dans l'abolition des guerres. Un meeting est organisé à New York en décembre de la même année. D'autres suivent. Julia Ward Howe devient présidente de la branche américaine d'une **«Association Pacifiste Internationale des Femmes»**.

En 1887, elle va porter son message en Angleterre. Dans l'incapacité d'organiser un congrès des femmes pour la paix, *elle conçoit une autre idée: «Un jour férié, un jour qu'on appellerait Fête des Mères (Mothers' Day), et qu'on dédierait à la propagande des doctrines de paix.»* Elle choisit le 1er dimanche de juin; date qu'elle et ses amies fêteront jusqu'à la mort de Julia, en 1910.

Parallèlement, d'autres femmes avaient repris cette idée, principalement semble-t-il aux Etats-Unis. En 1904, une certaine **Anna Jarvis** lança ainsi une campagne pour une observation nationale de la Fête des Mères. Elle choisit pour cette fête le 2e dimanche de mai, et promut la coutume de porter une fleur.

Le 9 mai 1914, le Président des USA W. Wilson signait une résolution du Congrès nord-américain recommandant l'observation de la Fête des Mères par le Congrès et par l'administration. L'année suivante, la Fête des Mères devenait jour férié national.

A noter encore qu'en 1985, à l'initiative de la «*Women's Action for Nuclear Disarmament*» (*WAND*), un sénateur a soumis au Congrès une résolution **demandant de rebaptiser ce jour férié en «Fête des Mères pour la Paix».** Une action qui est reprise maintenant chaque année.

Philippe Beck

Source: «History of Mothers' Day», document du Fonds pour l'Education de la WAND.

Une fois de plus, voici 2 propositions de formations, organisées par le Centre Martin Luther King.

INTRODUCTION A LA PRATIQUE NON-VIOLENTE

les 23-24 juin 90, à Chaumont (NE).

Thème: Clarifier les fondements et les concepts clés de la non-violence (conflit, agressivité, désobéissance civile, légitimité...) Quelles sont les armes de la non-violence ? Tester et entraîner des réponses non-violentes à diverses situations de la vie privée et sociale.

Méthode: jeux de rôles, photo-langage, etc., en partant des attentes précises et du vécu personnel de chacun(e).

Animateurs: Philippe Clerc et Philippe Beck.

Prix: fr. 60.– à 120.– selon revenu, plus pension (env. fr. 40.–).

Renseignements et inscriptions: Philippe Beck, Mont-d'Or 59, 1007 Lausanne. Tél. (021) 26 25 05.

LA MEDIATION COMMUNAUTAIRE

Du 5 au 8 juillet 90, à Assens (VD)

Le thème: La résolution des conflits de voisinage par des non-professionnels s'est beaucoup développée aux Etats-Unis depuis le début des années 70. Quelques expériences existent également en Europe.

L'animateur: M. **Barry Hart** dirige le *Community Mediation Center* de Charlottesville (Virgine). Il a une très longue pratique de la médiation, en tant que tentative de se réapproprier nos conflits quotidiens, d'éviter de les confier à l'institution judiciaire. Il parle français!

Méthode: Théorie, exercices pratiques, jeux de rôles.

Prix: fr. 200.– à 300.– selon revenu, y compris la pension. Le séminaire est résidentiel.

Renseignements et inscriptions: Michel Mégard, 25 ch. des Voirons, 1213 Petit-Lancy. Tél. (022) 792 19 37.



Afrique du Sud

Bonjour tout le monde,

Vous avez tous beaucoup entendu parler d'Afrique du Sud ces derniers temps, et j'ai bien envie de vous raconter comment j'ai vécu ces merveilleux moments ici.

Mais avant cela j'aimerais remercier tous ceux qui ont envoyé de leurs nouvelles depuis mon arrivée: elles me font toutes très plaisir, merci.

J'espère que vous allez bien. Si j'en crois les lamentations des amoureux du ski, l'hiver n'est pas trop rude cette année...

Ici, ce n'est pas l'hiver, mais l'été qui fut rude. Il paraît que les vagues de chaleur que nous avons eues cette année sont rarement aussi longues et écrasantes. Maintenant cela commence à aller mieux et nous nous dirigeons gentiement vers l'automne (où la température est idéale pour de longues balades en montagne...).

Je vais bien, suis très contente d'être là, et très contente aussi de sentir que je commence à faire partie du décor, que je commence à être intégrée dans ma nouvelle réalité. J'ai toujours énormément de joie lorsque je suis invitée à passer une soirée ou un week-end chez des amis dans le township, c'est alors que je me sens vraiment proche de ce peuple qui lutte. C'est alors aussi que je sens dans mes tripes le pourquoi et l'urgente nécessité de cette lutte. Lorsque l'hiver viendra, qui ici est synonyme de pluie quotidienne, et que les huttes seront transformées en bourbiers à l'intérieur, l'insupportable sera encore plus criant. Mais je souhaite aujourd'hui partager deux moments de joie, de joie profonde: l'annonce de la légalisation de l'ANC, le mouvement de libération qui fut banni et forcé à l'exil dans les années 60, et la libération de Nelson Mandela, le leader de ce mouvement, emprisonné depuis 27 ans.

Ces deux nouvelles étaient si énormes que l'on n'osait y croire, et que l'on avait du mal à en réaliser l'ampleur. Chaque fois, j'étais dans les immenses foules réunies à cette occasion, et je n'oublierai plus ce sentiment profond de joie partagée. Cela devait être proche de ce qu'a ressenti l'Europe lors de la libération après la seconde guerre mondiale.

L'espoir (prudent) renaissait dans le cœur des gens, les visages et les yeux rayonnaient, on chantait, dansait, s'embrassait, célébrait. Si lors de la première manifestation

j'avais le sentiment très fort d'être dans une vague humaine immense, irrésistible, qui avance et nous porte, qui avance vers un avenir qu'elle veut meilleur, la deuxième occasion, celle de l'accueil de Mandela s'est pour moi terminée en cauchemar. Pourtant, le débat était encore bien plus «fou» que pour l'autre. Une attente de 27 ans, les espoirs de tout un peuple semblaient enfin commencer à se concrétiser. Mais la réalité de la vie ici, les blessures et la haine emmagasinées par certains au fil des années, l'apartheid en fait, nous a vite rappelé qu'il était encore là, et qu'il faudra du temps pour «laver les cœurs de tout sentiment de haine» comme le disait si bien une femme dimanche dernier à la messe.

La foule était immense; comme partout au monde, ce genre de rassemblement est l'occasion pour des voyous de faire un peu de casse, et cela s'est produit. Mais ce phénomène aurait pu être contrôlé et limité si la police avait fait un bon travail de prévention, protégeant mieux les endroits ciblés, et surtout si elle avait réagi plus intelligemment et plus humainement que le seul moyen qu'elle semble connaître ici: les armes. Pour disperser ces jeunes, la police a tiré. Bien sûr les jeunes ont riposté, la police a retiré, le cercle infernal était lancé, les premiers secours débordés, la foule paniquée. Plusieurs personnes sont mortes, une centaine fut blessée.

Je faisais partie du cordon essayant de tenir la foule à l'écart des blessés, qui arrivaient de plus en plus nombreux, l'immense majorité d'entre eux étant de simples participants, pas des voyous. Je tremblais, à la fois de peur mais aussi de colère. Pourquoi ce jour de joie devait-il être gâché? Tant que la police ici continuera à détester le peuple au lieu d'être à son service, l'électricité continuera à être dans l'air.



La foule a attendu jusque vers 20 heures... puis "IL" a parlé

Bref, un sentiment de joie profonde malgré tout, mais aussi un rappel à la triste réalité du pays... où l'apartheid est encore bien réel, dans les écoles, les hôpitaux, les transports, les logements, les salaires... Je ne veux pas m'éterniser. Juste deux mots sur mon travail, qui jusqu'à présent m'apporte énormément de satisfactions (et de défis), tant dans le projet... que dans les cours d'alphabétisation.

Je vous réserve plus de détails à ce sujet pour la prochaine circulaire.

Encore quelques mots qui me tiennent à cœur. La situation évolue ici, évolue vers un avenir plus prometteur. Mais je vous en supplie, n'arrêtez ni les pressions ni la solidarité, car le chemin est encore bien long et en attendant le gouvernement reste celui de la petite minorité qui l'a élu. Et pour les gens d'ici, c'est incroyablement important de sentir la solidarité internationale avec eux.

Je vous embrasse tous, et espère continuer à recevoir de vos nouvelles.

(reçu d'une volontaire)



Patchwork de réactions de nos volontaires FSF dans les secousses du Nicaragua.

Pour nous, les volontaires, la situation évidemment se complique. Les certitudes se transforment en points d'interrogation: nous expulseront- ils dès les premiers mois? ou mieux un par un pour en bloc? ou mieux un par un pour désarçonner la solidarité? Ceux qui travaillaient avec les Institutions gouvernementales, vont être les premiers dans la charrette, les premiers gêneurs à éliminer, parce que étiquetés comme favorables à la Révolution. D'autre part, que se passera-t-il avec nos contrats? (...) Ma situation personnelle est la suivante: en toute conscience je ne peux pas prêter de collaboration à un régime qui s'appuie sur une grande part de somozistes bon teint, et de contras qui ne rêvent que d'une chose: «en finir avec les sandinistes une fois pour toutes» et retourner au «bon vieux passé qui n'aurait jamais dû s'interrompre». (...) D'autre part le Front a clairement exprimé la très grande importance de la continuité de notre présence à leurs côtés dans ces moments difficiles. Nous serons un atout précieux dans la garantie de la continuation du Projet révolutionnaire, des témoins importants de tout ce qui se passera, notamment en cas de répression, mais aussi de la lutte et des efforts du Front.

Béatrice, 7 mars 1990, Managua

Cette défaite et l'analyse de ses causes provoquent une critique salutaire à l'intérieur du Front... Pour chacun, c'est un défi, pour nous internationalistes surtout. S'il pouvait être relativement commode d'être au Nicaragua, légitimant notre présence par le simple fait de participer par son travail à la construction de la société nouvelle, il faut désormais clarifier et approfondir notre engagement avec le peuple face à un Etat désormais de droite. Et d'abord garantir et préserver notre droit de résider et travailler dans le pays, car le gouvernement fera tout pour nous faire disparaître, comme lien avec la solidarité internationale, plus nécessaire que jamais.

Dominique, 27 février 1990, San Carlos



Qu'est-ce que je peux dire encore quant aux élections de Nicaragua? C'était horrible, le premier jour, en écoutant la radio très tôt le matin... Yamileth, José et moi nous nous sentions aplatis comme par une grosse pierre. «C'est pas possible, ça ne peut pas être!» Tout le monde avait été tellement sûr... Heureusement, dans notre quartier ce triste événement a uni plus les gens.

(...) Notre situation de travail n'a pas encore été solutionnée. Le MED (Minist. d'Education) de Granada nous avait fait une grande promesse de ranger tout pour commencer les classes. Jusqu'à ce moment, rien. Nous sommes allées plusieurs fois sans avancer absolument en rien. Il faut voir comment ça ira se développer. Après le 25 avril ça sera bien plus difficile. On verra... Nous n'avions vraiment pas pensé à cette nouvelle situation. Mais en fin, nous vivrons chaque jour après l'autre sans nous angoisser. Mais bien sûr, il y a une grande incertitude. Selon les lois, la constitution et les situations créées dans ce gouvernement, la UNO ne pourra pas faire des désastres trop grands. Mais qui nous garantit qu'ils respecteront la légalité? Il existe la possibilité (selon mon opinion personnelle) d'un coup d'Etat, parce que Violeta n'est vraiment pas capable de gouverner et d'unir les tendances tellement diverses au sein de la coalition UNO. D'un autre côté, il ne faut pas être naïf quant à la Contra. Mais s'ils doivent se désarmer, ils n'ont aucune volonté de le faire et ils chercheront tous les moyens pour conserver des armes (cachées). Beaucoup d'eux se sont infiltrés au Nicaragua les dernières semaines. Le danger d'une guerre civile est là.

Gabriela, 28 mars 1990, Santa Teresa

Pour le moment rien n'est clair, il n'y a pas encore les éléments concrets pour savoir ce qu'il arrivera à partir du 25 avril. Comme coordinateur de FSF je laisse de côté, ces derniers jours, mon poste d'activité pour me consacrer entièrement au travail de coordonner différentes réunions avec le Ministère de la Coopération Externe et les autres ministères. La semaine passée, les ONG, nous avons eu une réunion avec Daniel Ortega, où le président a manifesté son appui total pour que la coopération se maintienne au Nicaragua et il a fait un appel au nouveau gouvernement de la UNO pour qu'elle ne détruise pas cette indiscutable solidarité des ONG.

Ronald, 6 mars 1990, Managua (trad.)

Cette première semaine a été marquée par le grand choc face au résultat de la votation et par une méconnaissance presque totale de la tournure que vont prendre les événements après le 25 avril 1990. Pour tout le monde cela signifie attente et observation pour voir quelle sera la politique du nouveau gouvernement face aux internationalistes actuels. De toute manière il y a unanimité pour continuer à appuyer le Nicaragua depuis l'intérieur, mais sûrement sous une autre forme professionnelle. D'autre part ces deux prochains mois seront d'hyperactivité pour beaucoup dans leur centre de travail car il va falloir asseoir les réussites de la Révolution, les légaliser tant au niveau du ministère de la justice comme des quartiers. De même, nous devrons si possible accélérer la réalisation des projets en cours.

Jean-Michel, 5 mars 1990, Managua

Tiré de «*TAPORI*», journal du Mouvement ATD quart monde, qui rassemble les enfants pour lutter contre la misère et l'injustice.

DIS!... TU M'ÉCOUTES?

"Je connais une fille qui s'appelle Rose.
Les autres n'arrêtent pas de la traiter.
Ils disent qu'elle habite un bâtiment sale.
Elle, elle se défend. Moi je la défends aussi.
Elle en a parlé à la maîtresse.
Maintenant on ne se moque plus d'elle."

Fatima



Rédaction:
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580 - 2

EIRENE
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse
CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046 - 2

FSF
Frères sans frontières
Grand-rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP 17-7786 - 4

GVOM
«La Joliette»
Chemin des Bolets
CH-2013 Colombier
CCP 10-20968 - 7

Changement d'adresse: prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

INTERROGATION parait huit fois par année.
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Impression / composition: Imprimerie Glasson SA - Rue de la Léchère 10
CH-1630 Bulle

J.A.